

Dossier :

Globalisation et violences

- > **Le nouvel ordre planétaire : l'empire postmoderne**
par Alain Cambier
- > **La violence internationale**
par Jean-Marie Breuvert
- > **Compte-rendu de livre : *Après l'empire. Essai sur la décomposition du système américain*** de Emmanuel Todd
par Jean-Paul Delahaye
- > **De l'anti-américanisme**
par Rudolf Bkouche
- > ***Les nouveaux maîtres du monde*** de Jean Ziegler
Extraits sélectionnés par Nabil El-Hagggar

LE NOUVEL ORDRE PLANÉTAIRE : L'EMPIRE POSTMODERNE

Par Alain CAMBIER,
Professeur de Philosophie en Khâgne (Douai)

Il est toujours difficile de lire dans le présent l'avenir qui se dessine. Car les hommes sont la plupart du temps plongés dans l'histoire sans savoir ce qu'ils font. La solution de facilité pour se repérer consiste à aller chercher des paradigmes du passé pour s'en servir comme grille de lecture des événements qui nous arrivent : on se condamne alors au psittacisme intellectuel. Pour sortir de cette impasse, nous disposons pourtant d'un précieux outil : il s'agit de l'ouvrage intitulé *Empire*¹, écrit par Antonio Negri et Michael Hardt, publié en 2000. Ces derniers s'emploient à penser le processus de constitution du nouvel ordre politique planétaire, en concomitance avec la mondialisation du capitalisme. La réalisation du marché mondial et la péréquation générale des taux de profit à l'échelle de la planète ne sauraient être le simple résultat de facteurs économiques, financiers ou monétaires : elles supposent une transformation des relations politiques, sociales et culturelles. Antonio Negri et Michael Hardt décèlent, dans cette exigence, le passage de l'Etat moderne à l'Empire postmoderne. Or, cet Empire n'a plus rien à voir avec l'impérialisme, ni avec le colonialisme : ceux-ci relèvent d'une époque révolue, liée au développement du capitalisme dans le cadre des Etats-nations. Nous passerions tendanciellement à la souveraineté impériale d'un ordre politico-économique radicalement nouveau, où l'on ne peut plus distinguer de puissance isolée, ni un seul chef d'orchestre dirigeant d'en haut les forces mondiales : « Au contraire de l'impérialisme, l'Empire n'établit pas de centre territorial du pouvoir et ne s'appuie pas sur des frontières ou des barrières fixées. C'est un appareil décentralisé et déterritorialisé de gouvernement, qui intègre progressivement l'espace du monde entier à l'intérieur de ses frontières ouvertes et en perpétuelle expansion »². Cet ordonnancement impérial s'impose de manière rhizomatique plutôt que verticalement : aussi apparaît-il étrangement souple, modulable, métastable, à la fois multipolaire et réticulaire. Essayons-nous à suivre au plus près les analyses décapantes de nos deux auteurs.

La souveraineté moderne a passé fleur

L'empire est dit « postmoderne », parce que les formes politiques de la modernité, c'est-à-dire celles qui ont émergé à partir du XVIIe siècle, s'avèrent aujourd'hui inadéquates et obsolètes. À cette époque, l'Etat a été institué en réponse à une formidable révolution : en Europe, entre le XIIe siècle et la Renaissance, les hommes se sont enfin proclamés maîtres d'eux-mêmes, en édifiant des villes fières de

¹ Antonio Negri, Michael Hardt, *Empire*, éd. Harvard University Press, 2000, traduction française par Denis-Armand Canal, éd. Exils, 2000.

² Antonio Negri, Michael Hardt, *Empire*, éd. Exils, p. 17.

leur liberté et en devenant les auteurs de leur histoire. Contre toute autorité divine et transcendante, ils avaient conquis l'autonomie de la sphère terrestre et prétendu diriger de leur propre chef les affaires profanes. L'humanité se réappropriait ainsi sa propre puissance de créativité, en célébrant l'individu et la différence. Mais cette révolution se heurta aux forces conservatrices. Ainsi, comme le relève Negri et Hardt : « Le second mode de la modernité oppose un pouvoir transcendant constitué à un pouvoir immanent constituant : c'est l'ordre contre le désir ». La contre-révolution s'efforça de rétablir les idéologies de commandement et déploya un nouveau pouvoir transcendant, en jouant sur la crainte des masses : elle accoucha ainsi de l'absolutisme monarchique. Il s'agissait d'éliminer la forme religieuse de l'autorité, tout en maintenant les effets de la domination exercée par un pouvoir transcendant, pour les adapter aux nouveaux modes de production de l'humanité. La théorie de la souveraineté élaborée par Hobbes en constitue le modèle. L'Etat est apparu comme cette puissance capable d'établir l'ordre social sans l'aide de la religion, mais en imposant lui-même aux sujets sa propre transcendance sécularisée. Negri et Hardt démontrent qu'il fallut alors trouver une légitimité à ce pouvoir souverain : celle-ci s'accomplit avec le mythe de la nation. L'Etat-nation est ainsi devenu la forme politique la plus adéquate pour assurer le développement du capitalisme. L'impérialisme lui-même ne fit encore que témoigner de la suprématie de certains Etats-nations qui allongeaient leurs tentacules au risque de s'entre-déchirer. Mais cette forme politique de l'Etat-nation qui a si bien servi l'essor du capitalisme est effectivement devenue un carcan dangereux qui ne pouvait résister à son expansion. **Avec la chute de l'URSS, la mondialisation de l'économie pouvait s'accomplir, mais il lui restait à trouver de nouvelles formes politiques adéquates.**

Un nouvel ordre supranational

La caractéristique fondamentale du nouvel ordre mondial tient dans l'essor des sociétés transnationales au-dessus et au-delà de l'autorité constitutionnelle des Etats-nations qui a conduit à la recherche d'une configuration supranationale du pouvoir politique. **Car le développement du capitalisme ne supportant pas de frontières, il a fallu trouver des formes d'autorité transversales.** Le capital opère sur le plan de l'immanence, par l'intermédiaire de relais et de réseaux de rapports de domination, sans référence à un centre transcendant de pouvoir. Le nouvel ordre mondial se caractérise donc surtout par une déterritorialisation massive, afin de libérer les flux et de favoriser leurs conjonctions. Ainsi, aucun pays ne peut plus prétendre jouer sa carte personnelle, en raison des interdépendances créées. Certes, les Etats-Unis constituent l'élément le plus saillant, en tant que superpuissance qui n'a plus de concurrence directe, mais leur action a tout à gagner à se présenter comme défendant la civilisation mondiale et en s'inscrivant dans le cadre d'une globalisation des décisions, au sein du conseil de sécurité de l'ONU ou d'organismes collectifs comme le G7, ou les « clubs » de Davos, de Londres, etc. L'enjeu est de réguler les échanges internationaux, de favoriser les réseaux que les sociétés capitalistes transnationales ont étendu à travers le marché mondial : réseaux de flux financiers, technologiques, démographiques. Les Etats-nations, ayant perdu leur raison d'être initiale en ayant perdu leur souveraineté, ne sont plus que les filtres de la circulation mondiale et les régulateurs des décisions prises par les autorités supranationales. Enfin les peuples seraient présents par représentation à l'assemblée générale des Nations Unies, pour entériner la plupart des décisions prises, et leur voix s'exprimerait à travers les médias. Ceux-ci jouent le rôle ambigu de conscience populaire, puisqu'ils prétendent se faire l'écho des mécontentements et des frustrations, mais en même temps ils se prêtent volontiers à la théâtralisation des initiatives du pouvoir de l'Empire. Ils constituent une instance de vérification pour les actions entreprises par les pouvoirs politiques et économiques. Ainsi, à tous les niveaux, **l'Empire s'installe sur un monde lissé, où s'effacent les striures fixes laissées par les frontières d'Etats anachroniques.**

L'ère de la gouvernance biopolitique

Dans ce vaste aménagement planétaire, les transformations du capitalisme ne sont pas seulement quantitatives, mais aussi qualitatives : elles entraînent, par exemple, l'informatisation de l'économie et plus globalement des conditions de l'existence de chacun. Ainsi, il s'agit d'adapter les ressources humaines aux nouveaux défis. C'est pourquoi, **il ne suffit pas de produire des marchandises, mais aussi des subjectivités à la hauteur de cette société civile mondiale.** Negri et Hardt reprennent de Michel Foucault le concept de biopolitique pour penser cette gouvernementalité éthico-politique

qui se donne pour objectif de gérer non seulement les biens, mais aussi les populations. Alors que la finalité de la souveraineté se trouvait en elle-même, le but de la gouvernementalité se trouve dans les choses et les êtres sur lesquels elle s'applique. La biopolitique consiste à normaliser la puissance vitale des individus pour en faire une force docile et capable, à réaliser ainsi une véritable orthopédie sociale. Il ne s'agit plus alors de frapper d'interdit les forces sauvages de l'homme, mais plutôt de les discipliner, de les organiser, de les contrôler, pour les rendre rentables. Le travail de la biopolitique tel qu'il est effectué par le FMI, la Banque mondiale ou l'OMC vise à la fois les corps individuels et les populations. Il mobilise la statistique, l'hygiène publique, la pédagogie, la démographie, la culture pour suivre au plus près l'évolution des énergies ainsi mises en relation. Car, l'enjeu consiste effectivement à canaliser le cosmopolitisme induit par la mondialisation, à contrôler les flux migratoires sans pour autant les juguler, à policer le peuple mondial qui, peu à peu, prend conscience de lui-même. **Il s'agit de réguler non seulement les interactions humaines, mais la nature humaine elle-même.** La mondialisation entraîne une hybridation nécessaire des populations qu'il s'agit à la fois d'accepter, mais aussi de surveiller. Ainsi, tandis que le capital global mine les pouvoirs de l'Etat-nation par en haut, les ONG fonctionnent, pour Negri et Hardt, comme une stratégie parallèle d'en bas qui participe à la diffusion d'une conception néo-libérale de la société. Entre deux, les Etats-nations eux-mêmes sont cantonnés à gérer la redistribution des revenus en fonction des besoins de la population, réduits à un rôle subsidiaire à l'intérieur de leurs anciennes frontières. Le succès des organisations des droits de l'homme comme Amnesty International ou des groupes écologistes comme Greenpeace ou encore des organisations pacifistes, des associations caritatives et médicales témoignent que la cible biopolitique est bien celle de la force vitale qui sous-tend le peuple mondial et dont il faut prendre soin.

La police du monde

Pour l'Empire, il ne peut plus y avoir de guerre, au sens classique du terme, c'est-à-dire comme l'avait analysée Von Clausewitz³. L'Etat-nation portait en lui la guerre « comme la nuée porte l'orage » : il ne pouvait, en effet, s'affirmer qu'en s'opposant. S'il s'efforçait de pacifier l'espace compris entre ses frontières, il reposait sur une logique exclusive vis-à-vis des autres Etats-nations. L'ennemi le limitait, mais en même temps le fondait. Mais les clivages binaires qui définissaient les conflits modernes se sont estompés. L'Autre qui avait pu délimiter et mobiliser un Etat souverain moderne s'est fragmenté dans l'indistinction et il n'y a plus d'extérieur qui puisse justifier le lieu de la souveraineté. Bien sûr, l'Empire se heurte à des forces réfractaires ; mais, comme le montrent Negri et Hardt, l'Empire ne veut pas y voir des ennemis au sens traditionnel du terme. Nous sommes rentrés dans l'ère des conflits secondaires. Car lorsque le pouvoir prétend englober le monde, il ne peut plus y avoir de guerre véritable. **Dès le moment où nous vivons tous sous la même autorité mondiale, toute guerre impériale ne peut apparaître que comme une guerre civile.** Dès lors, les guerres menées par l'Empire sont présentées sans vergogne comme des opérations de police internes. Même si les Etats-Unis détiennent l'hégémonie sur l'utilisation mondiale de la force, cette superpuissance recherche la collaboration des autres, si possible sous l'égide des Nations Unies ou d'un prétendu axe du Bien. Car les Etats-Unis prétendent cristalliser la puissance labile de l'Empire et y jouer le rôle, en quelque sorte, de son ministère de l'intérieur. La guerre du Golfe a constitué la première opération de police de l'Empire. Ainsi, **l'archaïque notion de « guerre juste » liée à des considérations religieuses à l'époque médiévale a été réactivée pour être utilisée aujourd'hui sans scrupule ; car elle fournit une légitimation éthique aux interventions militaires.** Dès le moment où l'intervention militaire obtient l'aval d'une organisation internationale - comme le conseil de sécurité de l'ONU ou l'OTAN - ou un accord tacite international, elle donne l'apparence d'être ainsi justifiée. Bien plus, le droit d'ingérence dans un pays quelconque est revendiqué, au nom également du maintien de l'ordre. Nous sommes rentrés dans une sorte d'état d'exception permanent, mais qui est légitimé par l'appel aux valeurs universelles de la justice, comme les droits de l'homme, par exemple. **Au moment où une conception pseudo-éthique de la guerre prétend remplacer son essence politique, la figure de l'ennemi est brouillée :** il ne peut plus y avoir, pour l'Empire, que des ennemis secondaires qui ne sont même plus reconnus comme tels, mais qui sont considérés comme les représentants de la figure du Mal absolu et sur lesquels l'étiquette de « terroristes » permet d'opérer un amalgame facile. Ainsi, il est tentant pour l'Empire de se présenter hors de l'histoire ou de faire croire présomptueusement à la fin de celle-ci.

³ Carl Von Clausewitz,
De la guerre, éd. de
Minuit.

La libération du mouvement créatif de la multitude

Cependant, pour Negri et Hardt, il serait vain de rejouer une partition ancienne pour espérer remettre en selle l'histoire. Rien ne serait plus dommageable, selon eux, que de prétendre lutter contre l'Empire en s'arc-boutant sur des positions locales ou nationalistes. La localisation des luttes ne peut être qu'une voie sans issue. Comme le clament nos auteurs, « Si l'Etat-nation moderne qui servait de condition obligatoire pour la domination impérialiste et les guerres innombrables est en voie de disparition de la scène du monde, alors bon débarras ! Nous devons nous défaire de toute nostalgie mal placée envers la « belle époque » de cette modernité »⁴. De même, comme l'avait déjà souligné Rosa Luxembourg, il serait vain de procéder à des replis identitaires archaïques, tant à partir de la notion de race que de celle de peuple-nation. Nous sommes désormais en présence d'une multitude d'êtres humains hybrides. Ainsi, le tiers-monde est dans le premier, confiné dans des ghettos, au cœur même des villes, et réciproquement le capitalisme est présent dans les pays les plus reculés. De même, les identités sont devenues floues : le salarié est hors de l'entreprise, l'étudiant hors de l'université, le prisonnier hors de la prison... Mais en même temps, ce vaste brassage apparaît comme une chance, pour Negri et Hardt. **Au-delà des notions sclérosantes et mystifiantes de nations, voire de peuples, l'Empire est bon en soi dans la mesure où il permet à une vaste multitude d'hommes de prendre conscience d'eux-mêmes en tant que force indispensable au développement du capital** : « La multitude est la force productive réelle de notre monde social, alors que l'Empire est un simple appareil d'emprisonnement qui ne vit que de la vitalité de la multitude – c'est-à-dire, en paraphrasant Marx, un régime vampire de travail mort accumulé qui ne survit qu'en suçant le sang du vivant »⁵. En s'établissant, l'Empire opère, sans l'avoir sciemment recherché, un décloisonnement salutaire de la multitude, vis-à-vis de toute considération de race ou de nation, qui maintenait celle-ci dans des divisions arbitraires. Tournant le dos à toute transcendance du pouvoir traditionnel, la biopolitique impériale présente le caractère original de s'exercer au plus près des individus singuliers, sur le plan de l'immanence, et de pointer leurs forces vitales et leurs désirs ; mais ceux-ci peuvent alors plus facilement prendre conscience de leur puissance. Car, le pouvoir impérial n'est qu'une machine vide, une machine qui ne fonctionne que sur le mode du spectacle, c'est-à-dire qu'il s'organise pour faire croire que les médias, l'armée, le gouvernement, les sociétés transnationales, les institutions financières mondiales sont tous consciemment et explicitement dirigés par une puissance unique, alors qu'en réalité, ils sont obnubilés par les méandres des besoins et des désirs de la multitude, pour les décoder afin d'optimiser leur efficacité économique et politique. La multitude des subjectivités singulières et hybrides constitue la seule réalité ontologique, par opposition au vide qui habite nécessairement le cœur de l'Empire. **Ainsi, dans son autonomie déterritorialisée, l'existence biopolitique de la multitude possède la puissance de se transformer en une masse intelligente capable de rappeler à l'Empire que sans elle, il n'est rien, rien qu'un non-lieu, un système vacant.** Il suffit de rappeler, par exemple, comment le système Internet a pu être détourné de ses fonctions militaires initiales pour devenir un puissant moyen de communication qui permet de mobiliser les énergies. En ayant misé sur la gestion de la vie, l'Empire sera débordé par elle et la plasticité de ses manifestations.

⁴ Antonio Negri et Michael Hardt, *Empire*, éd. Exils, 2000, p. 76.

⁵ Antonio Negri et Michael Hardt, *Empire*, éd. Exils, 2000, p. 94.

De l'Empire à la démocratie absolue

La multitude plurielle des subjectivités émancipées est seule capable de former des constellations susceptibles de produire l'événement, à l'intérieur de l'Empire et contre l'Empire. Celui-ci est à la merci de l'imprévisibilité de suites d'événements qui viennent enrayer sa machine. **Loin d'être à la fin de l'histoire, l'Empire est soumis aux accélérations soudaines, souvent cumulatives, des luttes.** C'est pourquoi, il y a de nouveau du sens, pour Negri et Hardt, à réactiver l'Internationale et de l'urgence à trouver un langage commun pour favoriser l'émancipation de la multitude. Celle-ci se présente comme un nouveau pouvoir constituant : la réelle solution de remplacement à l'unification abstraite et vide des pouvoirs constitués de l'Empire. Car les subjectivités constitutives de la multitude ne sont pas monadiques, mais sont au contraire en mesure de se réapproprier leur substance commune. Soumis à cette exigence d'un nouveau bien commun qui émerge, l'Empire ne peut être voué qu'à la crise et au déclin pour faire place à ce que Negri et Hardt appellent la « démocratie absolue ». Il faut peut-être regretter que Negri et Hardt aient ignoré, dans leurs analyses, le poids de l'Europe qui hésite sur son destin : soit d'être un simple relais économique de l'Empire, soit de se constituer comme une puissance politique nouvelle qui pourrait mettre en contradiction l'Empire avec lui-même et s'imposer comme l'une des figures de la continuation de l'Histoire qui persiste à creuser ses galeries vers la démocratie absolue.